

Conseil Municipal de La Courneuve – 28 janvier 2010

Vote du Budget Primitif 2010

Intervention de Stéphane Troussel au nom des Elus Socialistes, Verts et Citoyens

Le budget des collectivités locales (commune, département, région) pour l'année 2010 est un exercice inédit. Son élaboration dépasse largement le cadre habituel et interroge toutes les collectivités locales, toutes les associations, tous les citoyens sur - au fond - le choix de société que veut faire la France à l'aube de ce 21^e siècle.

Deux questions se posent.

Premièrement, la France veut-elle ou non faire table-rase de la République des territoires, née des lois de décentralisation des années 80 ?

La décentralisation a apporté vigueur à la démocratie, efficacité à l'action publique et proximité des citoyens avec les élus qu'ils ont choisis. Or, avec la réforme territoriale, avec la suppression de la taxe professionnelle, les collectivités locales sont en passe de devenir de véritables sous-administrations de l'Etat, enfermées dans un cadre juridique et des moyens financiers ne les autorisant qu'à verser des prestations au nom de l'Etat et leur interdisant toute politique volontariste. Cela sonnerait la fin de l'autonomie des collectivités locales pourtant patiemment construite ces trois dernières décennies.

La volonté que vive la décentralisation est notre combat, un combat large, car des oppositions importantes s'étaient élevées au moment des lois de décentralisation, depuis elle faisait consensus. Et ce combat ne saurait être dissocié de la préparation du budget pour 2010. Parce qu'au fond, avec la préparation budgétaire 2010 des collectivités locales, c'est la place du service public dans l'organisation administrative du pays qui est en cause.

Financièrement exsangue compte tenu de ses choix économiques et financiers injustes et inefficaces, le gouvernement veut maintenant faire supporter ses déficits par les collectivités locales et la sécurité sociale.

Deuxième question, la France veut-elle ou non faire table-rase de la République sociale, née du Conseil National de la Résistance à la Libération ?

Lorsqu'au lendemain de la guerre, a été créée la sécurité sociale, c'est un message fort qu'adresse la France au monde. Ce message, c'est que l'égalité réelle ne peut être apportée que par une réponse collective : la solidarité nationale. Ce message, c'est que des hommes et des femmes aux convictions opposées, des Gaullistes, des Socialistes, des Communistes peuvent se retrouver sur un consensus national disposant que chaque citoyen de la République a droit à une vie digne.

Or aujourd'hui, en transférant de fait la solidarité nationale aux collectivités, sans les doter des moyens correspondant au coût de ces prestations, on condamne les territoires pauvres à l'asphyxie financière, donc à l'impuissance vis-à-vis des besoins des plus fragiles.

République des territoires et République sociale, ces choix-là ne sont pas des choix de gestion mais des choix politiques.

Et ce choix est vital pour une commune comme la nôtre, dans un département comme celui de la Seine-Saint-Denis. Car, lorsque le service public est menacé, ce sont les habitants les plus modestes qui sont en danger.

Tel est le contexte dans lequel le budget 2010 doit être adopté. Si rien ne bouge, le plus dur est

vraisemblablement à venir pour les communes et les agglomérations car cette année ce sont surtout les Départements qui subiront les projets gouvernementaux.

J'ai tenu à rappeler ce contexte, car si chaque année la commune, et finalement toutes les collectivités locales sont dans un bras de fer avec l'Etat sur les moyens aux collectivités locales, cette année c'est une étape supplémentaire qui est franchie.

Dès lors, la préparation budgétaire ne nous paraît pas à la hauteur des enjeux, à la hauteur du contexte si particulier qui aurait pu justifier ce travail en commun, cette recherche d'un minimum de consensus, spécialement entre élus de gauche.

Je sais, vous allez nous rappeler qu'il existe des commissions – une commission des finances, que nous ne participons pas à la majorité municipale. **Certes, mais on ne peut pas vouloir alerter sur la gravité du moment et finalement faire comme d'habitude. Même dans la mobilisation nécessaire à organiser à travers les débats, vous n'avez pas cherché à associer.**

Je voudrais remercier d'abord les services de nous avoir transmis la note budgétaire dans un délai supérieur aux 5 jours francs habituels pour nous permettre de l'étudier plus avant. Les compléments que vous donnez ce soir nous auraient aussi été utiles pour mieux comprendre et apprécier un certain nombre de vos choix.

Bien sur, il n'y a dans ce budget rien d'inacceptable, mais beaucoup d'imprécisions, d'interrogations, relatives aux indications chiffrées que vous nous donnez ou aux déclarations d'intention dont on ne peut pas voir comment elles se traduiront concrètement. Quelques exemples d'abord concernant les recettes :

. sur l'évaluation des recettes de fonctionnement : vous les évaluez à 55 053 000, présentées en hausse seulement de 0,9% comparées au chiffre de 54,551. Sauf qu'au BP 2009, je fais référence au même document du même moment, vous les aviez évaluées à 53 021 000 soit près de 2 millions d'euros en plus, soit 3,8% de hausse

. même remarque pour le produit fiscal global que vous évaluez à 15,380 millions en hausse de 3,2% comparé au 14,909 sauf que dans le même document du même moment, vous l'aviez évalué à 13,590 soit près de 1,6 million de hausse et plus de 13% d'augmentation

. en ce qui concerne la Dotation de Développement Urbain, j'entends bien que son montant précis n'est pas connu aujourd'hui, mais d'abord rien n'empêche d'indiquer une évaluation plus ou moins équivalente au montant 2009, ou alors de retarder par rapport à toutes les prévisions de recettes le vote du BP le plus tard possible.

. autre question qui se pose : à la date d'aujourd'hui, vous avez une idée à peu près précise de la situation plus ou moins connue, en tous cas, estimée du Compte administratif et du niveau de l'excédent constaté...quel niveau est attendu et pouvez-vous nous l'indiquer ?

Ces précisions sont importantes car, rappelez-vous le débat de 2009 : vous nous indiquiez que la hausse des impôts que vous proposiez était indispensable pour développer et maintenir des services rendus à la population, puis 8 mois plus tard, on avait un débat finalement un peu surréaliste sur la diminution de la durée des classes de neige, surréaliste puisque de fait inscrit dans le niveau des prévisions budgétaires votées 8 mois plus tôt.

Dès lors, il est indispensable de tout dire maintenant pour que vos choix soient précisément appréciés.

En ce qui concerne les propositions d'initiatives ou de dépenses, il est indiqué par exemple :

. « développer les espaces de démocratie » : très bien mais concrètement qu'est-ce que cela signifie? Des moyens humains et financiers pour faire fonctionner les boutiques de quartiers et les comités de voisinage ? Si oui, quels sont-ils dans votre budget ? Figure dans cette rubrique les Rencontres La Courneuve 2010 : vous savez ce que nous en pensons depuis longtemps. Nous ne considérons pas – en tous cas pas dans ce que nous en avons vu lors de la dernière édition qu'il s'agisse d'un espace de démocratie participative. C'est une initiative certainement réussie en matière de communication mais coûteuse dont d'ailleurs, nous n'avons jamais réussi à connaître le coût global précis.

. « préparer le lancement » de la réhabilitation du Centre de Santé : qu'est ce que cela signifie ? D'autant qu'un crédit uniquement d'études et pas négligeable – 800 000 euros – est inscrit ? Or, il y a déjà eu des études et programmations d'effectuées.

. la transformation progressive du foyer Ambroise Croizat avec en première étape l'installation de l'entreprise de crèche « Les petits chaperons rouges » : très bien mais quel est le coût pour la ville dans ce budget et quelles sont les autres étapes et leurs conséquences financières pour la ville

. la préemption des baux commerciaux : vous inscrivez 150 000 euros en dépenses et en recettes. C'était la même proposition budgétaire en 2009, mais quelle en a été l'utilisation et celle que vous envisagez maintenant ? D'autant qu'au cours de l'année écoulée, les questions liées à des mutations commerciales ont continué de se poser

. par ailleurs, sur les créations de postes, il est évoqué d'abord la création de 24 postes dans les effectifs municipaux, à lire la note de manière précise, ce ne sont finalement que 4 postes supplémentaires, dont un (25% donc) pour la communication municipale (le site internet municipal). Je voudrais par ailleurs évoquer la question de la crèche municipale, car il m'avait semblé qu'avec la création de la Halte-Jeux municipale, il s'agissait bien de développer ce secteur d'action municipale, pas seulement par redéploiement. Or, un peu plus de 2 ans après l'ouverture de la Halte-Jeux, l'effectif des assistantes maternelles est de 18 au lieu de 20 il y a quelques années.

. autre observation sur le niveau d'emprunt, dans le **Débat d'Orientations Budgétaires** lors du conseil municipal de novembre, la municipalité indiquait son souhait d'augmenter le niveau d'emprunt. Nous partageons cet objectif pour plusieurs raisons : le niveau d'endettement de la ville est relativement bas, les besoins en matière d'investissements pour les services communaux, pour les écoles, les équipements municipaux...sont importants, la situation économique et financière actuelle internationale (une faible inflation, des taux d'intérêt bas...qui remonteront vraisemblablement)...c'est donc maintenant qu'il faut emprunter. Or, dans ce BP vous proposez finalement un emprunt d'équilibre de moins de 2,5 millions d'euros. En 2009, vous proposiez au moment du BP un emprunt de 6 millions. Et des dépenses d'investissements en baisse d'1,8 million.

Vous aurez compris que compte tenu de la méthode que vous avez choisie, des interrogations que j'ai rappelées et de l'absence d'échos aux propositions (sur la solidarité, sur la prévention et la sécurité, et plus globalement sur les problématiques de la vie quotidienne, sur la médiation culturelle) que nous avons formulées lors du DOB, vous nous contraigniez de ne pas voter votre projet de budget 2010.